

## DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

## Privatisations, gaz offshore : les multinationales françaises continuent à lorgner sur la Grèce

11 SEPTEMBRE 2017 PAR OLIVIER PETITJEAN

Emmanuel Macron était la semaine dernière en visite officielle en Grèce, accompagné de dizaines de patrons français. Dans la continuité de la précédente mandature, la diplomatie hexagonale met en scène l'amitié franco-grecque pour mieux favoriser l'implantation des multinationales tricolores dans le pays. En plus des privatisations programmées sur lesquelles lorgnent depuis longtemps des firmes comme Suez ou Vinci, l'heure est désormais aussi au développement de l'extraction gazière offshore, impliquant aussi bien Total qu'EDF, via sa filiale italienne Edison.



En visite officielle en Grèce, alors que des ouragans historiques ravageaient les Caraïbes, Emmanuel Macron a dénoncé une nouvelle fois la politique régressive de l'administration américaine sur le climat. Ironiquement, cependant, il était notamment accompagné en Grèce par Patrick Pouyanné, PDG de Total. L'entreprise pétrolière française veut développer l'extraction de gaz offshore dans la mer Ionienne, au large de l'île de Corfou. L'un des points à l'ordre du jour de cette visite officielle était la ratification par le Parlement grec d'un protocole d'accord autorisant cette prospection.

Total est associée sur ce projet à Hellenic Petroleum, l'entreprise nationale grecque d'hydrocarbures (promise à la privatisation), mais aussi à Edison, filiale italienne à 100% d'EDF, elle-même détenue à 84%... par l'État français. Total souhaite également prospecter, aux côtés d'ExxonMobil - dont l'ancien patron est comme on le sait le secrétaire d'État de Donald Trump -, dans deux autres blocs offshore au large de la Crète.

### Privatisations

L'autre grande opportunité pour les entreprises françaises en Grèce reste le vaste programme de privatisations promis par le pays à ses créanciers et à ses « partenaires » européens (lire notre enquête : [Grèce : qui profite des privatisations ?](#)). Malgré des scandales à répétition, ce programme dont les bénéfices réels sont très contestés à une nouvelle fois été confirmé, il y a quelques semaines, par le premier ministre Alexis Tsipras.

Le groupe de BTP Vinci - qui avait candidaté sans succès il y a quelques années à la reprise des aéroports régionaux grecs - lorgne désormais sur la concession de l'immense autoroute Egnatia, qui traverse tout le pays. Suez, dont le patron Jean-Louis Chaussade accompagnait lui aussi Emmanuel Macron, [continue à convoiter](#) le marché de l'eau de Thessalonique, et potentiellement d'autres (lire notre enquête : [Privatisations forcées en Grèce : Suez convoite l'eau d'Athènes et de Thessalonique](#)). Quant à Engie, elle a fait acte de candidature pour reprendre via sa filiale GRTgaz l'entreprise publique de réseau gazier grecque, DEFSa, mais aurait été écartée du marché.

Au printemps dernier, CMA-GMA, l'un des leaders mondiaux du transport maritime, a été la première firme française à remporter un marché de privatisation en Grèce, celui du port de Thessalonique, en consortium avec des intérêts allemands, chinois et russes.

Olivier Petitjean

Photo : fedee p CC via flickr